

VOTRE JOURNAL DE QUARTIER

La Page, journal de quartier dans le 14^e, est publié par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Elle est ouverte à tous et toutes : vous pouvez vous joindre à nous, nous envoyer vos articles ou vos informations (BP53, 75014 Paris Cedex), ou téléphoner au 45.41.75.80. (répondeur).

La Page

Du Mont Parnasse au Mont Rouge

N° 20 - 8 F

36, avenue Jean-Moulin

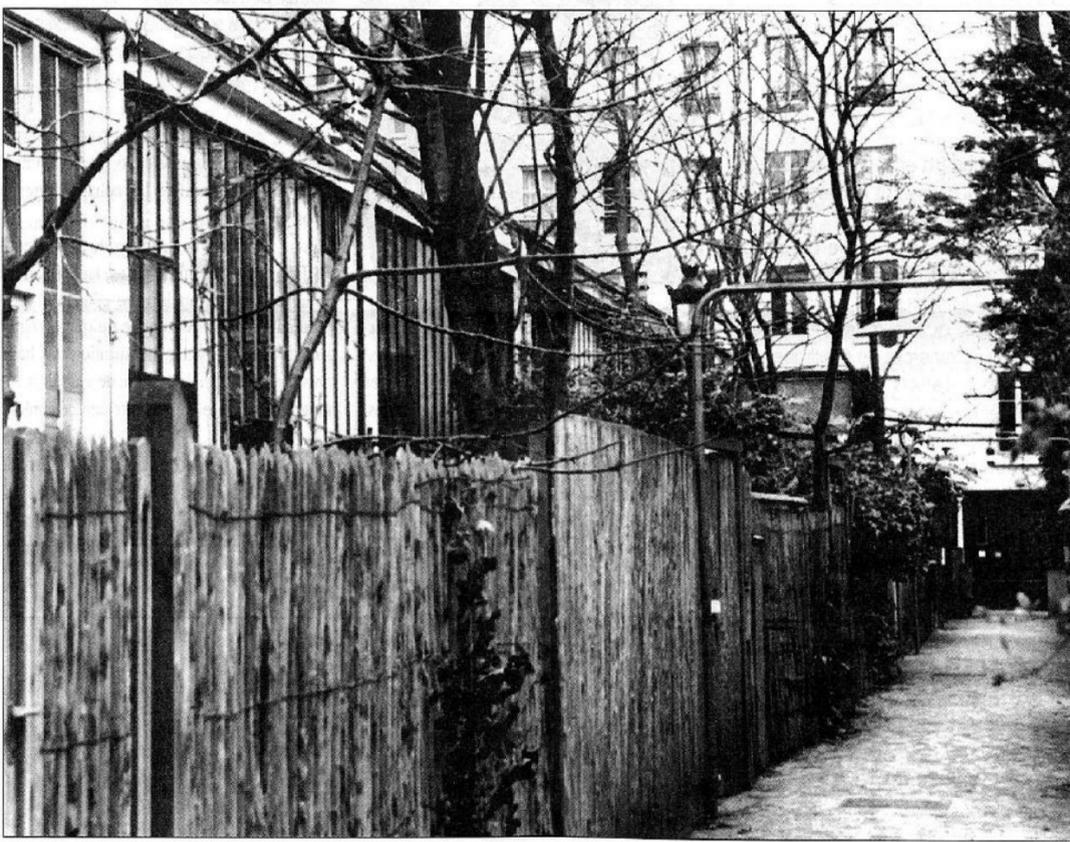
MAIN BASSE SUR L'ALLEE DES ARTISTES

Il ne reste plus aujourd'hui que sept ateliers d'artistes en activité au 36, avenue Jean-Moulin.

Les deux tiers de l'« allée des Artistes » ont été repris par des bourgeois « branchés » qui transforment ces lieux de création en pavillons résidentiels (lire page 3).

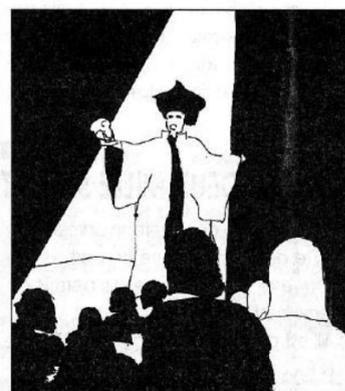
L'occasion de faire un nouveau tour du 14^e artistique (lire pages 4 et 5).

(Photo Juliette Bucquet)



MARCHÉ DAGUERRE

Deux mille signatures pour préserver l'immeuble du marché couvert (lire page 2).



POUR L'AMOUR DU THEATRE

Le Guichet Montparnasse, une salle de cinquante places qui offre une programmation exigeante. Un tremplin pour les jeunes auteurs et les jeunes compagnies (lire page 5).

«HUMANISTES»: SECTE OU PAS SECTE ?

Nouvelles pièces au dossier ouvert dans La Page n°18: témoignages d'anciens membres de la mouvance «humaniste» et rencontre avec des responsables du MH (lire page 6 et 7).

FETE DE QUARTIER, LE 8 MAI, RUE DAGUERRE

Quand le vingt est tiré

QUI se souvient encore (c'était il y a plus de cinq ans) de l'apparition de cette petite feuille que ses initiateurs appelaient pompeusement « journal de quartier » ? La petite Page a grandi. Elle vend maintenant régulièrement plus de 1 000 exemplaires de chacun de ses numéros. Son réseau de relations au sein du quartier s'est étendu. Elle est financièrement équilibrée. L'accueil que vous lui offrez montre l'intérêt que vous lui portez. Notre plaisir de réaliser ce journal a rencontré le vôtre... Et puis elle vient de découvrir des petites sœurs et des grands frères. Alors tout ça, ça se fête !

On s'est dit : « Trouvons une bonne raison pour organiser une fête ». Eh bien ce sera pour la sortie du n°20 de La Page. Il fallait trouver une date : pas pendant les vacances scolaires, évidemment; impossible en semaine; pas un week-end où certains font le pont; pas trop tôt; pas trop tard... C'est décidé : dimanche 8 mai, de 14 heures à 19 heures, pour ne pas concurrencer le défilé... Le lieu, tout un symbole : la rue Daguerre dans sa partie piétonne. Même si cette rue ne représente pas tout le quatorzième (on n'oublie pas la porte de Vanves), son caractère en fait un des lieux de charme du quartier.

Enfin, le programme de la fête veut faciliter ces relations de proximité auxquelles nous sommes attachés (certains parleraient de « convivialité »...) : des stands d'associations locales permettront à un large public de découvrir leurs activités; deux scènes artistiques aideront des talents divers à s'exprimer (musique, théâtre, spectacles de rue); une bourse aux bouquins autorisera chacun à échanger des objets... et des mots. Vous avez d'autres idées : prenez contact rapidement avec le journal (tél. : 45.41.75.80).

Au 8 mai donc, rue Daguerre. Et ne vous inquiétez pas : nous avons aussi invité le soleil.

RENCONTRER LA PAGE

Mercredi 6 avril à partir de 20 h 30, vous pouvez venir rencontrer des membres de l'équipe qui réalise le journal, pour bavarder et prendre un verre. C'est au restaurant Le Citoyen : 22 rue Daguerre, au sous-sol.

MARCHÉ COUVERT

Etat d'urgence rue Daguerre

Les riverains se mobilisent contre la destruction du marché couvert, avant qu'il ne soit vraiment trop tard.

A lors que nous «bouclons» ce numéro, nous ne savons pas encore si le permis de démolir de l'ancien marché couvert du 19, rue Daguerre (voir La Page n°18 et 19) a été accordé ou non par le maire de Paris (1). Nous savons seulement, pour y avoir activement participé, que les riverains se sont opposés à ce projet, notamment sous forme de pétition (lire encadré ci-dessous). Résultat, à la mi-février: 2000 signatures. Un chiffre significatif, révélateur du nombre d'amoureux de la rue Daguerre, inquiets devant la mort annoncée du marché couvert.

Beaucoup d'entre eux se sont déjà mobilisés ces dernières années, depuis la vente de l'immeuble en 1988. A plusieurs reprises, des pétitions, des «cahiers de doléances» ont circulé, les associations du quartier se sont rencontrées, des rassemblements ont été organisés devant le «19»... Rien n'y a fait. Peu à peu, le marché s'est vidé de ses derniers commerces,

et les rideaux de fer baissés et souillés sont devenus le signe de l'échec et de l'impuissance (voir La Page n°3, 6, 7, 11 et 14).

Impuissance: un sentiment très présent lors de la réunion organisée par La Page, le 5 janvier, pour réagir au projet déposé fin novembre par la Sofon (lire encadré ci-contre). Parmi les participants (riverains et amis de la rue Daguerre, lecteurs de La Page, militants politiques...), nombreux étaient ceux qui considéraient qu'il nous serait très difficile de nous opposer au bon vouloir du promoteur (soutenu par la mairie), et qui craignaient que les riverains (surtout les commerçants) n'acceptent cette opération uniquement parce que la situation actuelle n'a que trop duré.

QUEL PROJET ALTERNATIF ?

La discussion a longtemps porté sur la possibilité d'établir un ou des projets alternatifs, ou d'«amender» celui de la Sofon (en s'inspirant des très nombreuses idées qui ont vu le jour depuis que le propriétaire de l'immeuble a programmé le déclin du marché). Mais force était de constater que le temps pressait et qu'il nous fallait d'abord être en mesure de peser avant le début des travaux, c'est-à-dire avant que le permis de démolir ne soit accordé.



Réaction spontanée: les gens signent la pétition pour la sauvegarde du marché couvert. (photo: John Kirby Abraham) ... Et pendant ce temps-là, Dominique Hideux, dernier occupant du «19», travaille dans son atelier à la décoration d'un hôtel du quartier Maubert. (photo: Jean-Luc Metzger)

PLUS DE DEUX MILLE SIGNATURES

Voici le texte de la pétition adressée au maire de Paris: «Marché couvert, 19 rue Daguerre: la demande de permis de démolir est déposée.

«Il est prévu de raser l'actuel bâtiment. La façade, qui contribue au charme de la rue, sera abattue. L'espace sera densifié. Les commerces et artisans traditionnels seront définitivement condamnés. Les ateliers d'artistes aussi. A la place, on veut construire un immeuble haut de cinq étages et quelques commerces de luxe. Les studios et deux pièces seront également de luxe.

«Nous ne voulons pas que notre quartier, rendu petit à petit uniforme et sans

âme, continue d'être défiguré; que les habitants aux revenus modestes et les artistes en soient exclus.

«Nous demandons que le permis de démolir ne soit pas accordé; que la façade et la hauteur actuelles soient maintenues; que le marché couvert, avec des commerces de proximité ainsi que des ateliers d'artistes, soit conservé; que ce coin du quatorzième reste un lieu convivial, où l'on peut flâner et vivre; que le 19 rue Daguerre échappe à la seule loi du profit et que l'élaboration d'un nouveau projet se fasse dans la plus grande concertation avec la population.»

A la mi-janvier, nous voilà donc sur le marché, tracts en mains, à apostropher les passants pour faire signer notre pétition. Les réactions sont spontanément plutôt positives; les gens signent facilement, parfois même sans prendre la peine de lire, mais beaucoup n'y croient pas vraiment: «C'est trop tard, ça ne sert à rien»; «c'est il y a trois ans qu'il aurait fallu faire ça»; «si c'est décidé, on n'y peut plus rien»; «oh, on en a signé des péti-

tions...», etc. Quand ce n'est pas l'intervention de certains commerçants, presque impatients de voir s'édifier les échafaudages et qu'on en finisse...

Nous tenons bon cependant, convaincus qu'il en va de l'avenir de la rue Daguerre, de sa capacité à rester un lieu de convivialité et d'animation pour l'ensemble du quatorzième; persuadés aussi que la mobilisation des habitants pour défendre leur cadre de vie fait partie intégrante de cette convivialité tant célébrée.

Omar Slifi

(1) Une nouvelle demande de permis de construire aurait été déposée début mars. Principale modification: les commerces alimentaires prévus en rez de chaussée ne seraient plus «de luxe»...

LE PROJET DE LA SOFON

Extraits du texte de présentation du projet de permis de construire déposé par la «SNC Sofon, société privée de transactions foncières», le 23 novembre 1993: «Dans la voie piétonne la plus passante et commerçante de l'arrondissement, à l'emplacement du marché Daguerre, nous projetons, en concertation avec la mairie et l'association des commerçants du centre commercial Daguerre, l'édification d'un ensemble immobilier selon le programme défini ci-après:

»**COMMERCES.** Reconstitution d'un espace commercial sur l'ensemble du rez-de-chaussée et une partie du premier étage. Ces commerces sont accessibles soit par la rue, soit par un large passage desservi depuis la rue par un porche sur double niveau et aboutissant au fond de la parcelle à un espace vert (...) Les boutiques situées entre les deux porches seront du type alimentaire de luxe (...).

»**HABITATIONS.** Construction de cinq niveaux de logements, dont un sous-comble, desservis depuis un porche indépendant des commerces et composés de studios, deux pièces et trois pièces (...).

»**PARKING.** A la demande de la Ville, aucune place de stationnement n'a été pourvue sur la parcelle, pour tenir compte du caractère piétonnier de la voie (...).

»**ESPACES LIBRES.** Près de cent mètres carrés d'espaces libres ont été aménagés à rez-de-chaussée, pour partie surface minérale pavée et pour partie espace vert planté, en pleine terre, d'un arbre à moyen développement. Au premier étage, sur la couverture des commerces (...), un espace vert permettra de créer un écran visuel entre les logements et le pignon du garage de la rue Boulard.

»**ARCHITECTURE.** La façade rue respectera, par sa modération, ses percements et ses matériaux, pierre et enduit, garde-corps métalliques, toiture à la Mansard, l'esprit de cette rue parisienne. De plus, afin d'éviter l'effet de masse de cette large parcelle, nous avons alterné la nature des revêtements de façade, en créant l'illusion d'un parcellaire plus petit et plus conforme au tissu de l'arrondissement. L'horloge de la façade actuelle sera déposée, restaurée et réinstallée sur la nouvelle façade (...).

Expulsés du 41, avenue René-Coty

L'HOTEL, C'EST PAS LA VIE DE CHATEAU

Cinq mois après les promesses de relogements, les sans-logis du «41» étaient toujours à l'hôtel (1). Etat des lieux.

NOUS avons tous suivi de près ou de loin les événements qui ont animé l'avenue René-Coty, depuis l'installation au n°41 de familles sans logis (voir La Page n°16 bis, 17 et 18). Il y eut au mois d'août leur éviction, puis la venue de l'abbé Pierre et la promesse, faite dans le cabinet du Premier ministre, d'un relogement... Depuis maintenant cinq mois, les familles ont accepté la solution consistant à être prises en charge à l'hôtel dans l'attente de propositions de relogements, qui auraient dû intervenir rapidement.

Hélas, seule une famille a été relogée, par son employeur (en l'occurrence la mairie de Paris!), tandis que les autres, faute d'avoir été contactées en vue d'une attribution, ont l'impression d'avoir été encore une fois abandonnées.

Un séjour de longue durée à l'hôtel ne peut en aucun cas constituer une solution définitive. Ne serait-ce qu'en raison du coût exorbitant de la prise en charge: 15000F par mois et par famille. Les familles de René-Coty sont les premières à mettre en avant leur volonté d'être «comme tout le monde», de payer elles-mêmes un loyer, de ne pas être considérés comme d'indésirables assistés.

TOUJOURS MIEUX QUE LA RUE

En outre, il faut savoir que la vie en hôtel n'a rien à voir avec la représentation idéalisée que l'on en a bien souvent: famiente, calme, luxe. Pour les anciens habitants du «41», déjà bringuébalés depuis si longtemps de droite et de gauche, «la vie en hôtel, ce n'est pas une vie». Pour beaucoup, tout d'abord, il faut chaque mois courir toutes les institutions possibles pour obtenir le versement à l'hôtelier de la prise en charge. Par ailleurs, prévaut pour la plupart un sentiment d'insécurité total, qui ronge véritablement ces familles.

Bien sûr, être à l'hôtel vaut mieux qu'être à la rue, mais encore faut-il savoir quelles sont leurs conditions réelles d'habitation. Outre le

fait de se sentir constamment en situation de transition, de ne pas pouvoir s'installer... bref de ne pas être chez soi, pour ces familles souvent avec enfants se pose de façon cruciale le double problème de leur marge de liberté et

des conditions de vie. Ainsi cette mère de famille qui cite les appels téléphoniques répétés de l'hôtelier pour demander que les enfants ne fassent pas de bruit. Ces demandes peuvent être parfois très insistantes; à tel



Le 6 février, les familles du «41» sont revenues «camper» avenue René-Coty. Elles rappelaient qu'en cinq mois, malgré les promesses, une seule d'entre elles avait été relogée, alors qu'on compte 117000 logements vides à Paris. (photo: Christophe Gin)

point, dit une femme, que «tout le monde nous regarde comme des chiens». Pourtant, le bruit est là constamment, qui trouble le sommeil des enfants et des parents, puisqu'il s'agit d'hôtels de tourisme, dans lesquels on rentre à toute heure du jour et de la nuit.

Enfin, et surtout, dans leurs une ou deux pièces, il est formellement interdit de manger et encore plus de cuisiner. Il faut par conséquent s'approvisionner dans des foyers lorsqu'il s'en trouve à proximité, mais le plus souvent se contenter de sandwiches, ou grever les budgets de façon considérable lorsque, voulant un repas chaud, on doit aller au restaurant... Le matin, les enfants en âge scolaire partent sans prendre de petit déjeuner.

Tout cela, ajouté au stress et souvent aussi à un chauffage insuffisant, contribue à rendre les uns et les autres très souvent malades. Bref, c'est bien évidemment un vrai logement dont ils ont besoin.

Agnès Deboulet

(1) Courant février, après une rencontre entre l'abbé Pierre et le Premier ministre, une dizaine de familles ont enfin reçu une proposition de logement. Affaire à suivre.

Allée des Artistes

PAVILLONS COQUETS CONTRE ATELIERS D'ART

«Dent creuse», espace «sous-occupé», l'allée du 36, avenue Jean-Moulin excite les convoitises. Notamment celles de «nouveaux riches» aux dents longues.

Une longue allée pavée bordée de part et d'autre d'ateliers à demi-cachés par de petits jardins et des palissades de bois. Derrière les bâtiments du 36, avenue Jean-Moulin, on l'appellait, il y a une trentaine d'années, «l'allée des Artistes». C'était, derrière les hautes verrières opaques, un espace de création et d'échanges pour des sculpteurs, un village dans le village, paisible et convivial, qui frémissait de la vie secrète des pierres qui prennent forme. Dans le fouillis végétal de lierres et d'arbres élancés, ces constructions sobres de ciment et de verre conçues pour accueillir la lumière communiquent encore aujourd'hui un sentiment de plénitude, celle qui résulte de l'adéquation entre un outil de travail et sa fonction artistique.

Aujourd'hui, trois dangers menacent l'allée: l'accélération des cessions d'ateliers, dénaturés en habitations; les transformations qui s'ensuivent, rendant improbable leur reconversion en outils de travail; et les risques d'expropriation de la part de l'office d'HLM qui, dans le passé, n'hésita pas à dévêtir Pierre pour habiller Paul.

«Dent creuse», espace «sous-occupé», l'allée excite les convoitises. Après avoir exercé de fortes pressions pour étendre l'école de la rue Antoine-Chantin puis les logements sociaux du 44, l'administration fait pour le



moment le dos rond. Mais souvenons-nous des années 80, au 44: expropriation, d'abord, d'une vaste menuiserie où s'installèrent provisoirement des ateliers, abattus ensuite; puis expropriation dans le périmètre du 38 des jardins longeant ceux du 36. En outre, comme le confirme une indiscretion émanant de Sully-Morland, les six ateliers reconstruits dans une partie des espaces alors libérés ont été bâtis à dessein en matériaux légers pour faciliter leur démolition ultérieure.

DES PARTICULIERS ARGENTÉS

L'extension éventuelle de l'actuelle zone de logements pourrait être suivie de nouvelles expropriations dans l'allée du 36: que certains de ces ateliers demeurent des locaux professionnels, plus difficilement expropriables, constitue une certaine protection, plaçant au rang des urgences l'arrêt de la déferlante spéculative qui

Un peu plus de fantaisie fout l'camp, de vie, de diversité. (Photo Juliette Bucquet).

envahit l'allée et menace à moyen terme l'ensemble de ses occupants: plus le nombre d'ateliers transformés en résidences augmente, plus fragile s'avère la protection qu'oppose la présence de locaux professionnels et plus la valeur des ateliers transformés en habitations risque aussi de se dégonfler.

D'abord sournoise, l'intervention de particuliers argentés s'est en effet accélérée. Au début des années 80, des sculpteurs ont commencé à céder en viager leur outil de travail. D'autres moururent, laissant le leur à des héritiers fascinés par l'opportunité d'une plus-value. Aujourd'hui, les deux tiers des ateliers ont été transformés en logements ou deviennent des «pavillons» comme les

appelle l'architecte maison. Le dernier tiers reste occupé par des artistes: trois sculpteurs, dont ceux de «Culture dans la ville», (atelier public de sculptures sur pierres), trois peintres et un architecte.

Il y a quelques années encore, deux petits ateliers ont pu être rachetés par des artistes: cette époque est terminée et les espaces de création inexorablement grignotés. L'air du temps, l'attrance de bourgeois «branchés» pour quelques mètres carrés de verdure et le «cachet» de l'allée: les prix se sont envolés, éloignant des ateliers leurs usagers traditionnels. Ces reprises sont suivies d'aménagements intérieurs puis extérieurs. Subsiste: un vague look bohème.

Les dernières tractations financières inquiètent les artistes et certains de leurs voisins. Trois ateliers contigus ont été récemment rachetés pour 10 millions de francs dont 30000F pour l'un d'entre eux d'une superficie habitable de 50m². L'heureux propriétaire? Le maestro des publicités provocatrices de Benetton, par ailleurs photographe au studio Pin'Up et déjà propriétaire d'un autre atelier dont les transformations extérieures avaient suscité un procès dès 1978: procès gagné en vain, les modifications s'étant pérennisées.

GARDEN PARTY ET ESPACES BRONZETTE

Pour deux des derniers ateliers rachetés, des projets de «réhabilitation» (selon le jargon du nouveau syndicat) seront bientôt soumis à l'approbation des copropriétaires du 36: remplacement de menuiseries par des structures métalliques, suppression de cheminées, volet roulant électrique en métal sur une toiture à fin d'isolation, introduction de fenêtres à petits carreaux dans des verrières de façade... A quand le

jacuzzi dans le jardin? Dernièrement, une artiste âgée s'est vu proposer le rachat de son atelier au prix qu'elle en demanderait.

La cohabitation avec les derniers arrivés? Les sensibilités et modes de vie diffèrent trop pour ne pas créer de tensions. Havres de paix, de récréation pour les artistes, les jardins servent d'annexes pour garden-party et d'espaces bronzette pour les nouveaux qui supportent aussi peu les martèlements de la massette que les artistes la musique «in», bruyante de préférence. Mais qui dépare en ces lieux? Les sculpteurs en blouses poussiéreuses ou les parades de mannequins introduits dans le sillage du showbiz?

Un peu plus de fantaisie fout l'camp, de vie, de diversité. Faut-il que s'achève ainsi le démantèlement des dernières collectivités parisiennes d'artistes qui puisaient en partie leur énergie dans un cadre serein, adapté à leurs besoins? Songera-t-on à préserver, donc à classer, ces derniers espaces collectifs de création lorsqu'il sera définitivement trop tard?

Pour empêcher, dans un système libéral, que l'apparence et l'utilisation d'ateliers ne dépendent que du seul jeu des intérêts privés, une volonté politique serait nécessaire et sans doute des formes de coopération entre l'Etat, la Ville et certains sponsors capables d'indemniser des propriétaires et de réserver aux praticiens de l'art des espaces conçus pour eux. Que l'Etat consacre des sommes parfois fabuleuses pour racheter au gré des ventes aux enchères des œuvres d'art qui enrichiront le patrimoine ne choque personne. Les ateliers où s'élabore l'art d'aujourd'hui ne mériteraient-ils pas les mêmes égards?

Justine Sohier

UNE ENQUETE BIEN SERRÉE

Voyage au bout de la rue Boulitte

Au bout de la rue, la grille du 22. Derrière la grille, un hôtel particulier qui a connu des jours meilleurs. Sur la gauche, des bâtiments industriels de six étages, c'est le 11 rue Boulitte. Sur la droite, du 12 au 18, une autre rangée de bâtiments industriels. Derrière le 12, une petite maison, le 7bis villa Duthy. Ce sont les anciens locaux de l'Insee, vraisemblablement voués à la destruction, si l'on en croit la demande affichée à la mairie depuis le 17 mars 1993.

Au début du siècle, et jusqu'en 1952, la rue Boulitte et la rue Joanes étaient des voies privées. Elles faisaient partie d'un lotissement appartenant au Planteur de Caiffa, une société d'importation et de torréfaction de café. Y étaient installés, sur plus de 5000m², «des bureaux, des entrepôts, des magasins, des garages et des locaux industriels, notamment une brûlerie de café». Rue

Joanes, une partie était louée à usage d'habitation. Autour de cette propriété, des terrains et des bâtiments appartenant (ou ayant appartenu) à des congrégations religieuses: des terrains vendus aux AGF, aujourd'hui résidences de luxe, et l'école La-Bruyère, pour ce qui concerne les religieuses Trinitaires; l'hôpital Notre-Dame-du-Bon-Secours pour les Augustines.

DES LOGEMENTS POUR FONCTIONNAIRES

En 1953, la Caisse des dépôts achète, puis revend en 54. Les bureaux de l'Insee s'y installent et y resteront jusqu'en juillet 92. En 87, la ville de Paris avait fait procéder au classement et à l'alignement de la rue Boulitte. L'architecte de la société d'HLM Résidences-Le logement des fonctionnaires avait, dans un premier temps, envisagé une réhabilitation des bâtiments du 12 au 18. Projet abandonné pour causes d'insalubrité (manque d'éclairage) et d'insécurité (manœuvres difficiles pour les pompiers dans une impasse, avec des bâtiments relativement élevés).

On proposa aussi d'installer, au n°11, le logement provisoire d'une trentaine de

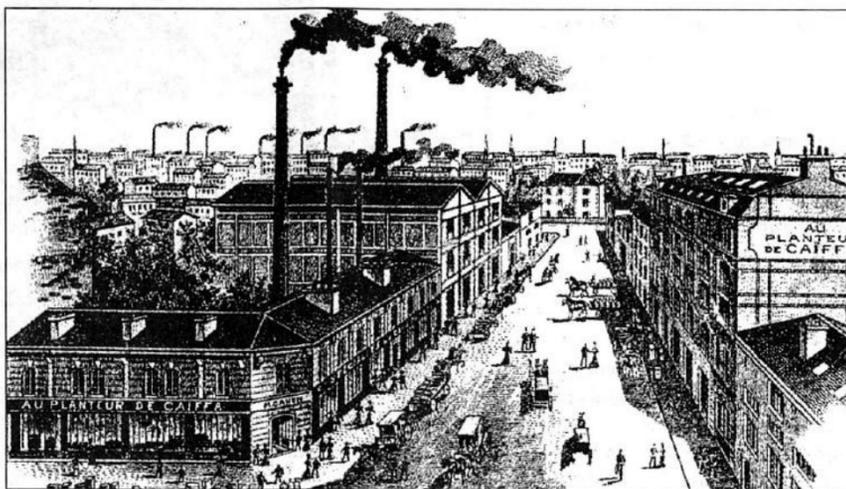
familles de «Maliens de Vincennes». Projet également abandonné, la Sonacotra considérant que la modification et l'aménagement des locaux en logements (même provisoires) constituait un investissement trop important.

Aujourd'hui, la société Résidences a reçu pour mission du ministère des Finances de construire des habitations pour fonctionnaires. Cela pourrait être, en partie, des logements PLA (prêt locatif aidé) qui seraient alors pour moitié attribués à des «mal-logés» sur des listes d'attente (30% sur les listes de la préfecture, 20% sur celles de la ville). Mais il est très possible qu'il n'y ait pas de logements PLA. Auquel cas il s'agirait alors d'une centaine de PLI (prêt locatif intermédiaire) pour des fonction-

naires «cadres moyens». Le terrain appartient à l'Etat, qui le louerait à la société d'HLM.

Le projet à l'étude, qui n'envisagerait aucune conservation des bâtiments actuels, prévoit des bâtiments de quatre étages. M. Carter, premier adjoint au maire, est intervenu pour y faire inclure quelques ateliers d'artistes. Un permis pourrait être déposé prochainement, ce qui permettrait, pour tenir compte de la proximité de l'école La-Bruyère, de procéder à la démolition pendant les vacances scolaires.

Notons enfin que l'hôtel particulier du 22 rue Boulitte, ancienne résidence du patron du Planteur de Caiffa, a été «muré» au début de janvier. Il était encore habité en décembre 93, lorsque Résidences a relégué ses occupants.



La plus grande part des éléments rapportés ici ont été fournis par Mme Chantal de Mortillet, en charge de la communication à la société d'HLM Résidences-Le logement des fonctionnaires, qui nous a reçu très aimablement, et longuement.

UN MUSÉE DU CAFÉ ?

Essayons un instant, après ces projets d'habitations à loyers pas tellement modérés, d'imaginer les choses autrement. Une partie de ces bâtiments industriels, à l'architecture solide, aux ouvertures largement dimensionnées, pourrait se retrouver assez logiquement transformée en ateliers d'artistes.

Une cité d'artistes dans le 14e? On pourrait alors, peut-être, y apposer une plaque au nom de son initiateur: «Fondation Carter»(1).

Quant au pavillon du 22, avec son élégante véranda-jardin d'hiver, ce serait, en souvenir de son propriétaire, un musée du Café plein de charme, lieu de rencontre où l'on viendrait goûter et mieux connaître les variétés de l'universelle infusion. Voilà qui ne manquerait pas de jus!

Jean Lévy

(1) A ne pas confondre avec la muraille de verre du boulevard Raspail.

La brûlerie de café du Planteur de Caiffa, à la fin du siècle dernier.

RIEN QUE DES BONNES NOUVELLES

Parfois, vendant le journal à la criée, il arrive qu'un lecteur affable et bien intentionné nous aborde et, gentiment, nous fasse remarquer combien La Page est un journal un tantinet trop sérieux: les bonnes nouvelles font défaut. A force de remontrances, et le temps que la direction nous en donne l'ordre, nous avons fini par nous mettre en quête d'informations réjouissantes. Et s'il aura fallu attendre le n°20, le jeu en valait la chandelle.

Première surprise, la couverture du périphérique a non seulement été accordée, mais elle a de surcroît été achevée (les promoteurs ont respecté les délais); la dalle qui maintenant cache ce qui n'est plus qu'un mauvais souvenir sera bientôt plantée d'arbres, de pelouses et de kiosques à musique pour amateurs compréhensifs; les riverains, enfin délivrés du cauchemar automobile, pourront, dès la première semaine d'avril, rêvasser sur le lieu même de leur drame. Ils pourront le faire en toute sécurité, les allées et les sous-bois étant équipés d'un procédé moderne permettant la destruction des déjections canines. Leur fenêtres grand'ouvertes ne s'ouvriront plus sur le grondement imbecile du trafic, mais sur des plaisanteries, des conversations ou tout simplement le silence.

Autre excellente nouvelle: la fondation Cartier a décidé d'aider la mairie de Paris à lutter contre la misère; elle vient d'annoncer son intention de convertir l'immeuble de verre, fraîchement dégrossi boulevard Raspail, en foyer d'accueil gratuit pour sans-logis. Le rez-de-chaussée abritera une excellente cantine ouverte à tous 7 jours sur 7 (le service étant d'ailleurs assuré par monsieur Cartier lui-même et ses héritiers... il n'y a pas de petites économies).

La rue de la Tombe-Issoire a été choisie pour expérimenter un nouveau mode de transport: la marche à pied. Pendant un mois, cette rue sera fermée à tout véhicule; les riverains pourront profiter d'un calme bien mérité, après avoir, pendant des années, écouté rouler des millions d'automobilistes. Si l'expérience est jugée concluante par l'auteur du projet, la piétonnisation de la rue sera définitive et étendue à toutes les voies dont les riverains en feront la demande. Notons que ce projet est subventionné par les pouvoirs publics qui offrent cinq mille francs à tout acheteur d'une paire de chaussure neuve.

C'est finalement le dimanche que la mairie de Paris viendra faire amende honorable au pied des milliers de gens qu'elle vient d'humilier avec sa campagne publicitaire «Paris aide les sans-logis» («il suffit d'une chose simple...»). Elle vient en effet d'admettre qu'elle porte une part de responsabilité dans l'existence et l'extension de ce phénomène: «S'il y a tant de gens mal logés ou sans logement, explique-t-elle, c'est que nous avons trop favorisé les expulsions, les constructions d'immeubles de luxe ou de bureaux, sans mettre le moindre zèle à développer le logement social.»

Enfin, une dernière information tombée sur nos téléscripteurs nous permet de conclure sur une note encore plus optimiste: contre présentation du n°20 de La Page, monsieur Cartier offre un sandwich libanais de son cru: un cèdre entre deux tranches de verre.

Jean-Luc Metzger

HISTOIRE DE FAMILLE

C'en est fini de la crèche 24 heures sur 24 de nos voisins du 13e. La gestion de l'établissement (dont les jours et les heures d'ouverture seront limités) est dorénavant confiée à l'association Bout'chou, que préside Béatrice Abollivier-Raoult, adjointe au maire du 14e. La femme d'Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis, s'était déjà vu attribuer la crèche qui devrait s'ouvrir dans l'ancienne Maison maternelle de l'avenue René-Coty. Ah! famille, quand tu nous tiens...

DENFERT-ROCHEREAU

Une place défigurée

LA VASTE place Denfert-Rochereau, au cœur du 14e, possède des monuments d'importance historique, mais leur état ne laisse pas d'inquiéter. La pollution, le manque d'entretien, les ravages du temps ont fini par y imprimer leur marque. Ce carrefour, cauchemar des piétons, offre aux visiteurs un désolant spectacle.

Le lion, énorme réplique de la sculpture de Bartholdi érigée à Belfort, fait la sentinelle à l'intersection de sept artères importantes. Le monument, avec sa plaque commémorative et son médaillon de bronze dédié au colonel Denfert-Rochereau en souvenir de l'héroïque défense de Belfort en 1870-71 est, en raison du flot incessant des voitures, parfaitement inaccessible.

Sortant d'un poteau de signalisation, une voix venue d'ailleurs ordonne au passant de ne pas s'écarter du chemin. Entre la rue Froidevaux et le boulevard Raspail, un panneau annonce la présence d'un «cheminement expérimental pour malvoyants». Le clignotement des feux de circulation se noie dans les



Les pavillons de Ledoux, victimes de la pollution et du manque d'entretien. (photo: John Kirby Abraham)

vapeurs des gaz d'échappement. Construits sur ce qui fut le boulevard d'Enfer, les deux «propylées» néoclassiques de Claude-Nicolas Ledoux se dressent ici depuis le XVIIIe siècle: ils comptent parmi les quelques rescapés de l'œuvre de l'architecte, et marquaient la plus méridionale des barrières d'octroi qui formaient la ceinture des Fermiers généraux autour de Paris (l'actuel marché Daguerre descend en droite ligne du libre commerce, exempté de taxes, qui prospérait jadis hors des limites de la ville).

Les deux pavillons, agrémentés de frises de «danseuses antiques» pratiquement invisibles de la rue, abritent maintenant la Direction de la voirie, l'Inspection générale des carrières de la ville de Paris, le Laboratoire municipal d'essai des matériaux, et l'accès public aux catacombes. Complétant l'ensemble, plusieurs jardins rappellent le souvenir de personnalités diverses (l'abbé Migne, Jacques-Denis Antoine, Ludovic Trarieux, le résistant Georges Lamarque). Le tout desservi par le métro et le RER.

Année après année, des milliers de touristes se pressent à l'entrée des Catacombes avant de pouvoir contempler les restes de quelques cinq millions de Parisiens, et apprendre qu'en ces lieux se cachait, en 1944, le quartier général de la Résistance. D'autres encore, par milliers, émergent des transports en commun, longeant des monuments noircis par la pollution, défigurés par les graffitis, couverts, en épaisses couches, des loques d'un affichage sauvage.

Parquée en permanence à l'ombre d'un pavillon de Ledoux, la caravane d'une diseuse de bonne aventure propose, sur des panneaux de plastique bleu, «graphologie, astrologie et lignes de la main». Les gens pressés ont à peine le temps de remarquer, derrière des barreaux, la présence d'une petite vitrine sertie dans le mur et contenant une horloge. Sous la poussière, une plaque précise: «Centre horaire, unification de l'heure».

Et le temps, inexorable, continue d'exercer ses outrages sur ces vestiges chargés d'histoire du 14e arrondissement.

John Kirby Abraham

ROY ADZAK SUR LES TRACES DU TEMPS

PAR manque de place, nous n'avons pu publier cet article dans La Page n°19, avec celui consacré au Musée Adzak (3, rue Jonquoy). A vous de recoller les morceaux.

De son «vrai» nom Royston Stanley Wright, Adzak est né en Angleterre, le 14 février 1927. Primé pour ses talents artistiques, il choisit néanmoins la carrière d'ingénieur en bâtiment qui lui donne l'occasion d'émigrer en Nouvelle-Zélande. Il ne travaille guère plus d'un an dans le port de Wellington et part en Australie, où il étudie pendant trois ans la photographie et la sculpture ainsi que l'art des aborigènes. Il passera les deux années suivantes à sillonner l'Asie,

moitié photographe moitié archéologue. Souvent hébergé chez l'habitant, il adopte le nom d'Adzak en hommage à l'accueil que lui réserva une famille afghane. Au fil de ses voyages se précise son art, basé sur le travail des formes en positif et négatif. De 1956 à 1962, il voyage en Europe et se fixe à Paris, dans notre quatorzième, successivement rue Saint-Yves, passage du Rouet, rue Maurice-Ripoche, puis finalement rue Jonquoy.

Son travail s'oriente vers des formes concaves, des colonnes avec des empreintes humaines, il exploite les effets d'optique, les changements d'éclairage, cherche à traduire l'impression du temps qui passe. De 1970 à

1976, il s'intéresse à la «déshydratation» des fruits, des animaux, des légumes, démontant les mécanismes de l'usure. Il photographie son corps, non seulement de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur grâce aux divers modes d'imagerie médicale (scanner, radio, échographie, thermographie,...)

De 1977 à 1980, Adzak photographie quotidiennement la végétation du parc de Sceaux, restituant le changement des saisons; il constitue un «langage de l'environnement» au moyen d'une série d'empreintes quotidiennes. Les Rolling Stones lui demandent de concevoir la maquette de leur album «Emotional rescue». De 1982 à 1983, il se consacre entiè-

rement à la construction de son musée-atelier, puis étudie le rapport des arbres avec les hommes, envisage de réaliser un parc, avant de s'éteindre le 30 janvier 1987.

Inhumé au cimetière du Montparnasse, près du moulin, son tombeau va prochainement recevoir une petite sculpture en bronze, la pyramide d'Adzak, choisie par son frère John Wright et fondue par Liquito. La Cité des sciences de la Villette possède sept grands autoportraits de la série «L'Homme anthropométrique». On trouvera certaines de ses œuvres à la galerie Michel Vidal (56 rue du Faubourg-Saint-Antoine).

Jeanne Durocher

EQUIPEMENTS CULTURELS

Zoom sur la scène musicale

Tour du 14e à la recherche des lieux d'expression musicale.

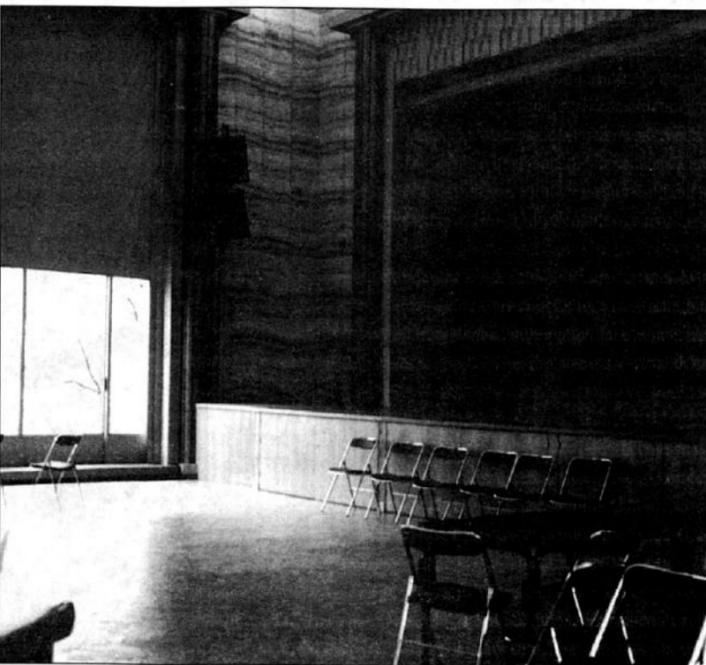
PARIS est une fête», disait Hemingway. Aujourd'hui nous pouvons en rire constatant la disparition quasi totale de vie nocturne dans notre quartier.

Le 14e a eu son heure de gloire au temps où, nos écrivains venaient s'asseoir à La Coupole, où le Montparnasse s'animait toutes les nuits au théâtre Bobino, au cabaret Le Jockey. Pourtant, il serait injustifié de croire que le 14e est mort avec ses artistes et ses philosophes des années 1920.

MAIS QUE LEUR RESTE-T-IL ?

De nombreux artistes, malgré les difficultés grandissantes pour se loger à Paris à un prix raisonnable, résident encore au sein de notre arrondissement. Ainsi, la nouvelle scène parisienne s'est-elle constituée grâce à de nombreux groupes originaires du quartier. On peut ainsi citer les Human Spirit, la Malka Family, Juan Rozof ou Xai Maica...

Après une brève enquête à la mairie, j'ai pu remarquer qu'il n'existe aucun studio de répé-



titions ouvert au public dans notre arrondissement. Tous ces musiciens se rendent dans le nord de Paris ou même en banlieue pour travailler dans des conditions décentes. Mais

La salle des fêtes de la mairie est louée aux associations à la soirée: 23000F. (photo: Juliette Bucquet)

cela semble bien logique: les efforts de la mairie portent principalement sur la peinture, la sculpture, la danse (MJC de la porte de Vanves, atelier de l'Adac) et la pratique solitaire d'un instrument de musique (conservatoires municipaux).

TOUT EST À FAIRE

Bien sûr, la fondation Cartier ouvre bientôt ses portes, mais doutons que, à l'image de son architecture, ce site s'intègre à notre quartier. Il s'agit plutôt d'un nouveau ghetto culturel réservé à une élite moribonde, parachutée boulevard Raspail, mais qui aurait pu être aussi bien installé sur la lune.

Quand aux lieux de spectacles, seule existe la salle des fêtes de la mairie, louée la soirée à une association pour la somme exorbitante de 23000F. Affichant de tels prix, les responsables sont assurés de ne pas être importunés par des structures associatives de quartier aux moyens financiers limités.

Ce ne sont pas les artistes qui disparaissent du 14e, mais les lieux de rencontres, d'échange et de spectacles, à l'image du cabaret La Bélière, menacé par la spéculation immobilière. Devant tant d'incohérence, tout est à faire.

René Dutrey

GUICHET MONTPARNASSE : PASSEPORT POUR L'INCONNU

Au pied de la tour Montparnasse, une salle de théâtre est en train de changer le monde.

S'IL existe un endroit où l'on fait du théâtre pour l'amour de l'art, c'est bien au Guichet Montparnasse. Cette salle de cinquante places, qui existe sous son appellation actuelle depuis 1986, se veut être un théâtre à part entière malgré sa petite taille. Malgré ou à cause? Ce qui aurait pu apparaître comme un handicap s'avère en fait être une richesse.

Avec une scène aussi grande que l'espace destiné au public, l'objectif est clair: ici, pas de concessions sur la qualité. Les comédiens disposent d'un vrai plateau, et la proximité du public n'autorise pas le moindre relâchement, la moindre baisse de tension dans le jeu: c'est du «gros plan» en permanence!

UN MANUSCRIT DANS LA BOÎTE À LETTRES

Avec ses trois représentations par soir, le Guichet est un véritable laboratoire du théâtre. Le créneau de 19 heures est celui des «classiques»: Camus, Vian, Ionesco, Labiche... Des auteurs déjà consacrés, avec des pièces adaptées à la taille du lieu. Celui de 20h30 est consacré à la découverte des jeunes talents: nouveaux auteurs, nouvelles compagnies... Et la soirée se termine à 22h15 avec un spectacle d'humour.



Pour les jeunes auteurs et les jeunes compagnies, ce théâtre joue un rôle de tremplin. Nombre de spectacles, de metteurs en scène, de comédiens ont été lancés par le Guichet: ainsi Xavier Durringer, joué au Théâtre13 («La Quille») en janvier et duquel on peut voir «La Nage indienne» sur les écrans.

création théâtrale contemporaine... un lieu vivant, consacré au théâtre vivant.

Toute cette action, on la doit au dévouement de toute une équipe: Alain Vérane et Agnès Vergne, qui dirigent la compagnie associée au lieu, ainsi que Jocelyne Auclair, Frédérique Poslaniec, Valérie Mazoué et Bruno Siame.

De même Matéi Visniec, jeune auteur d'origine roumaine, qui sera joué au Théâtre du Rond-Point cette saison («On ne mourra jamais»). Une tournée en Roumanie est d'ores et déjà prévue. Et pourtant, tout a commencé pour Visniec par un manuscrit («C'est la faute à personne!»), actuellement au Guichet) glissé dans la boîte à lettres du n°15 de la rue du Maine... Un lieu de découverte des jeunes talents, de soutien en faveur de la

Même si chacun a une tâche propre au sein du théâtre, tout le monde participe à un enjeu commun qui est l'affaire de chacun. Et c'est peut-être là qu'il faut chercher la source de la vitalité du lieu: si les moyens financiers dont le Guichet dispose sont maigres, les moyens humains, en revanche, sont dispensés avec générosité aux compagnies qui viennent jouer. Il se crée ainsi un tissu de relations de longue date où travail et amitié vont bien souvent de pair.

Le public, d'ailleurs, ne s'y trompe pas: on vient même de province pour prendre un billet au Guichet. Destination? L'inconnu. Et si le théâtre, au milieu de la guimauve médiatico-culturelle, était le seul endroit où l'on pouvait encore accepter de se laisser surprendre? Alors bon voyage à tous!

Laurent Contamin

Entre autres, on peut voir actuellement au Guichet:

- jusqu'au 14 mai, «C'est la faute à personne», de Matéi Visniec, du mardi au samedi à 20h30;

- jusqu'au 9 avril, «Pourquoi pas moi?» de Sandrine Lacouture, spectacle parrainé par Pascal Légitimus, du lundi au samedi à 22h15;

- jusqu'au 9 mai, «Qui rit le lundi, c'est toujours ça de pris», textes de Prévert, Queneau, Desnos, Vian, Obaldia, Michaux..., tous les lundis à 20h30.

Le Guichet Montparnasse, 15 rue du Maine, tél.: 43.27.88.61. Prix des places: 100F et 70F (carte 3 spectacles: 150F).

ROBERT JUVIN EXPOSE

Robert Juvin est un habitant de longue date du quartier, bien connu des habitués de l'atelier public Culture dans la ville, 36, avenue Jean-Moulin.

Né en Bretagne en 1921, il s'installe à Paris après la guerre. Il se consacre à la sculpture et se fait reconnaître par son style, celui d'un tailleur d'images, et des œuvres sobres, «naïves», fortes; sculptures de pierres et de bois, bas-reliefs qui jouent avec le verre. De lui, vous avez peut-être admiré, parmi d'autres œuvres figurant dans des lieux publics, «La Machine volante de Léonard de Vinci» à l'aéroport d'Orly.

L'exposition de la fondation Taylor (1) est à la fois une rétrospective et une présentation des dernières œuvres de l'artiste («Pygmalion», «Les Amoureux», «Femme allongée»...). Matériaux: calcaire, granit, albâtre et le bois d'un orme récemment abattu (nom: «Désespoir»).

(1) Jusqu'au 26 mars, fondation Taylor, 1, rue La Bruyère, 75009 (13 à 19h, sauf dimanche et lundi).

LE CAMEMBERT

(un vrai conte de Noël)

Le 26 décembre, une vieille dame handicapée, un peu triste d'avoir été seule pendant les fêtes, se rendait rue Daguerre. Dans la petite rue qui y mène, un homme était assis sur une borne, sans doute un SDF, très propre, qui l'interpella: «Madame, avez-vous 5F à me donner? J'ai tellement envie de camembert.» La dame n'avait pas de monnaie. Elle le lui dit. «Tant pis, mais vous êtes gentille de m'avoir souri.»

Ses courses faites, la vieille dame, qui avait acheté un petit camembert pour le clochard, revint exprès sur ses pas. Plus personne, ni aux alentours ni dans les cafés voisins. Elle repartit donc avec le camembert. Presque arrivée chez elle, beaucoup plus loin, dans une grande avenue, sous les branches nues des arbres, sur un banc... le SDF.

Il l'appella de loin: «Madame, vous avez été gentille tout à l'heure. A mon tour!» Et fouillant dans le grand sac de plastique posé à côté de lui, il lui offrit un tout petit pot de confiture qu'on lui avait sans doute donné. La dame sortit alors le petit camembert qu'elle avait acheté pour lui, et tous les deux se mirent à rire, ayant retrouvé un peu de la gaieté qui leur manquait tellement.

Une lectrice

BONS SOUVENIRS DE ROUEN

Née dans le quatorzième en 1919 et ayant vécu de 1924 à 1937 au 16, rue Daguerre, ce n'est pas sans une réelle nostalgie que j'ai pris connaissance des deux derniers numéros de La Page, communiqués par l'un de mes frères.

Grâce à des initiatives comme la vôtre, quelques souvenirs de cette époque où les habitants d'un immeuble, d'une rue, d'un quartier se sentaient solidaires pourront peut-être être sauvés. que notre vieux lavoir ne l'a-t-il été!

Une lectrice de Rouen

ABONNEZ-VOUS A LA PAGE

Cinq numéros: 40F (soutien: 100F). Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, Paris Cedex 14.

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

ANDJEI LUBICZ

La peinture comme guide

Andjei Lubicz, peintre polonais en quête d'association, d'artistes et de lieux d'exposition, est installé à Montparnasse depuis deux ans. Il a déjà exposé à La Choppe, rue Daguerre.

CHERCHE dans les temps les plus anciens et en toi-même», disait Gauguin. Andjei Lubicz, artiste polonais qui vit et travaille dans le quartier, suit cette même procédure.

Ses tableaux crient la souffrance. Lorsqu'il crée, son premier geste consiste à jeter sur la toile la violence de ce qu'il a dans les tripes. Ainsi libéré, il se sent mieux. Ensuite, il regarde ces lignes violentes et épaisses, noires ou rouges, qui barrent son tableau. Maintenant vient le moment où il faut transformer ce mal en quelque chose de beau, de positif. C'est aussi le rôle du peintre dans la société.

Né dans un camp de l'armée polonaise à Eringshausen, en Allemagne, en 1946, Lubicz étudie l'architecture pour faire plaisir à son père. Il choisit Varsovie pour passer son diplôme car il s'intéresse déjà aux arts, et la capitale polonaise compte pas moins de vingt-huit théâtres, qu'il fréquente assidûment malgré ses études. A l'époque, le théâtre étudiant est le berceau de la créativité. Il parcourt la Pologne à la recherche de nouveaux talents inconnus et rencontre son héros, le metteur en scène Grotowski;

A l'université de Paris-Dauphine, il étudie l'urbanisme et poursuit à Vincennes des études de théâtre et de cinéma. Il travaille avec Grotowski et le cinéaste Andrzej Zulawski, pour qui il sert de premier assistant et d'acteur dans les deux films «Les Globes argentés». Mais toute sa vie il dessine et désire peindre. Sans qu'il s'en rende compte,

tout ce qu'il fait mène à la peinture. Il y a deux ans, il s'installe dans le quatorzième, dans un appartement au quatrième étage qu'il partage avec sa compagne Lucyna et une chatte blanche.

AMOUREUX DE LA RUE DAGUERRE

«Si je suis ici, c'est parce que j'ai connu la rue Daguerre par mon travail. Je suis amoureux de cette rue. Si je ne passe pas une fois par jour je suis malade. Je suis très préoccupé par la vie de cette rue. Tout y est peinture.»

Pour Lubicz, la responsabilité de l'artiste est énorme. C'est à lui de faire le tri des

valeurs morales dans ses tableaux. «C'est comme si l'on regardait la lumière à travers un cristal.» Le peintre a un rôle envers les générations futures. «Le troisième millénaire se forme maintenant. Il faut transmettre à la jeunesse tout ce qui est purifié. Dans la société, l'artiste se doit d'être le récepteur de vibrations. Il doit être un œil qui voit à l'intérieur de lui-même et qui transforme, en lui-même, le mal en bien. L'artiste doit méditer, passer par la purification la plus totale, chercher le diamant dans le sable. Il faut montrer la vision de l'avenir que l'on a, non pas une vision de tricheur. Un tableau doit servir de guide, indiquer le chemin à suivre, préparer

l'avenir de l'homme par la purification.» Dans ses toiles, Lubicz crie la souffrance du monde. Il inclut des photos de son vécu (enfance, montagne, Nazisme, le Juif errant) et des avertissements écrits en toutes lettres contre le mal, la violence, la torture, l'ex-Yougoslavie, Auschwitz. «Les nazis chassent les anges. L'âme existe. Dans chaque être, il ya un noyau pur.» Mais on trouve aussi le symbole du yin et du yang, les forces conflictuelles du bien et du mal. C'est à l'artiste de faire le tri, de tourner le mal en bien, de transmettre à l'avenir ce qui est beau et ce qui est pur. Pour Andjei Lubicz, c'est une obligation.

John Kirby Abraham

Ecrivains publics

DES ACADÉMICIENS MOTIVÉS

ILS sont une centaine, regroupés au sein de l'Académie des écrivains publics de France, à avoir choisi de mettre leur plume au service des autres, plus une bonne centaine de confrères non-affiliés. Ils viennent de tous horizons. Pour la plupart ils ont déjà une bonne expérience de la vie derrière eux. Ceci est du moins l'une des exigences de l'Académie lorsqu'elle accueille un nouveau membre.

En effet les tâches sont aussi diverses que les clients, chaque cas est particulier et il faut une relative maturité pour le cerner avec précision et traduire parfaitement la demande exprimée. Cela requiert également une certaine culture ainsi qu'un grand respect de l'autre. «C'est un rapport affectif qui s'établit», m'explique Catherine, ancien professeur de lettres, aujourd'hui écrivain public dans le 14e.

Le travail se répartit entre 50% de lettres des-

tinées à l'administration et 50% de travaux divers: lettres de motivation, demandes de changement d'affectation de lieu de travail, correction de mémoires d'étudiants, de manuscrits littéraires, rédaction de bulletins pour des associations... «A travers l'autre, on rencontre le monde», ajoute Catherine, qui apprécie de toucher à des problèmes de société grâce à la correspondance de ses clients. Une autre satisfaction est de voir revenir les gens qui vous tiennent au courant de la suite de leur affaire.

SAGES CONSEILS

Le statut d'écrivain public n'est pas pour le moment clairement défini. Il existe différentes manières de concevoir et de pratiquer ce métier. Mais il ne se réduit pas à la simple frappe de CV comme on l'imagine parfois. Cela reviendrait à galvauder totalement la pro-

fession. Etre un bon écrivain public requiert des qualités essentielles d'honnêteté, de clarté et une grande ouverture à autrui. Et puis, faut-il le préciser?, il faut savoir et aimer écrire. Pour l'Académie, l'idéal serait que tout écrivain public ait publié au moins un ouvrage... Sur le bureau de Catherine, un livre écrit récemment: «La lettre de motivation». Un secret que j'ai retenu et vous livre volontiers: méfions nous des clichés, des adjectifs trop nombreux et, le saviez-vous?, mieux vaut un adjectif placé après le substantif que devant celui-ci: est-ce un sage conseil ou un conseil sage?

Anne Ballet

Catherine Bastien, tél.: 45.39.73.95. Ecrivain public de la mairie: reçoit chaque lundi de 9 à 12heures. Ecrivain public de Montparnasse, tél.: 43.21.55.26.

OPAH AU CAS PAR CAS

La mairie du 14e a lancé une opération programmée d'aménagement de l'habitat (Opah) sur la zone «Ouest-Château-Losserand». Il s'agit d'accompagner le processus de rénovation et de requalification urbaine des quartiers dont l'insalubrité est aujourd'hui traitée mais ne nécessite plus d'opération lourde de démolition-reconstruction. Selon les termes de la mairie, cela doit permettre aux résidents de sauvegarder leur cadre de vie en préservant les immeubles sains; cette action d'embellissement et de modernisation du patrimoine privé passe par l'initiative des propriétaires.

Cette Opah a été présentée aux habitants de la zone concernée le 24 novembre dernier lors d'une réunion à laquelle étaient présentes environ trois cents personnes. Lionel Assouad a parlé de cette opération comme d'une faveur faite aux personnes vivant dans un quartier où, en principe, l'insalubrité avait été traitée. Le maire du 14e a prévenu qu'il renoncerait à ce programme d'aide à la rénovation s'il ne rencontrait pas l'approbation des propriétaires.

Dans la salle, le public cherchait surtout à être rassuré après plus de dix années d'angoisse, dans l'attente d'une possible expropriation. La discussion a été très technique. Des précisions ont été fournies quant aux types de travaux susceptibles d'être subventionnés: la mairie préférerait financer des dépenses moyennes, de façon à accroître le nombre des particuliers qu'elle pourrait favoriser, les subventions représenteraient 25% du montant des travaux (et 50%, voire 70% dans certains cas particuliers).

Les intervenants souhaitaient être sûrs de ne pas engager de travaux en pure perte. Tantôt rassurant, tantôt méprisant pour les «bicoques» de ses administrés, le maire a promis des réponses au cas par cas: il s'est notamment plus ou moins engagé à ce que la maison située au carrefour des rues du Château et Raymond-Losserand soit préservée. On souhaite qu'il tienne sa promesse, car au bas de celle-ci se trouve un charmant petit restaurant.

Balthazar Lière

JACQUOT, T'EXAGERES!

Ainsi aurait pu s'intituler le rapport de la Chambre régionale des comptes sur la gestion municipale, s'il n'avait pas été rédigé par des magistrats... Passant sur les nombreuses irrégularités comptables, nous nous limiterons ici aux remarques formulées sur la gestion de l'Office parisien d'aménagement et de construction (Opac) qui a remplacé l'office d'HLM. La Chambre régionale observe que son système comptable «n'est pas d'une fiabilité à toute épreuve» en raison de procédures irrégulières...

Les magistrats s'intéressent aussi à l'attribution des logements. Pour les années étudiées, 1991 et 1992, la commission d'attribution n'a pas été consultée dans un tiers des cas (infraction à la loi). Sans être malheureusement plus précise, la Cour relève en outre «qu'un nombre non négligeable de ces bénéficiaires de logements sociaux disposaient de ressources dépassant les plafonds.» Le logement accordé sur présentation de la carte du RPR serait-il davantage qu'un mythe? Le maire de Paris et le nouveau directeur de l'Opac se sont engagés à ce que ces infractions ne se renouvellent pas. Faute avouée n'est qu'à moitié pardonnée...

SURVIE DÉMÉNAGE

L'association d'aide au tiers monde Survie, qui milite notamment en faveur d'une loi «pour la survie et le développement» et contre «les dévoiements de l'aide publique au développement» (voir La Page n°11), quitte la rue Jonquoy pour s'installer dans des locaux plus vastes, 57 avenue du Maine (tél: 43.27.03.25).

MOUVEMENT «HUMANISTE»

1987-1990 : mémoires

Nous avons publié dans La Page n°18 un dossier sur le Mouvement humaniste, très actif dans le 14e après plusieurs années de mise en sommeil. Nous expliquions alors en quoi, d'après plusieurs associations anti-sectes, cette organisation peut être considérée comme un mouvement de type sectaire. Les responsables du MH ont tenu à nous rencontrer pour répondre à ces accusations (voir encadré page 7). Nous avons par ailleurs recueilli les témoignages de deux anciens membres de la mouvance «humaniste».

RENAUD avait 16 ans en 1987. Les «siloïstes» français s'affichaient alors sous l'étiquette de «Parti humaniste». Bien implantés dans le 14e, ils disposaient d'un local rue Danville. Renaud a «milité» plusieurs mois au PH. Il raconte: «Une militante m'a abordé dans la rue et m'a demandé si je me plaisais dans le monde dans lequel je vivais, si je pensais qu'il était possible de changer ce monde et surtout de le changer en restant seul. Elle m'a proposé de prendre un café afin d'en discuter... j'ai accepté. Elle m'a présenté le Parti humaniste comme l'un des organes du Mouvement... ou plutôt de l'Association pour le développement de l'être humain.

»Elle m'a alors essentiellement parlé des quelques principes auxquels le PH était tout particulièrement attaché: la désobéissance civile, l'autogestion comme système social, l'être humain comme valeur centrale... Les militants m'ont paru sympathiques, dynamiques, j'ai accepté d'assister à une première réunion d'information.

«C'est au cours de cette seconde rencontre

que l'on m'a expliqué que si je désapprouvais le fonctionnement actuel de la société, si j'en souffrais, je ne pouvais changer cet état des choses qu'avec d'autres et après avoir moi-même changé.

ME TRANSFORMER MOI-MÊME

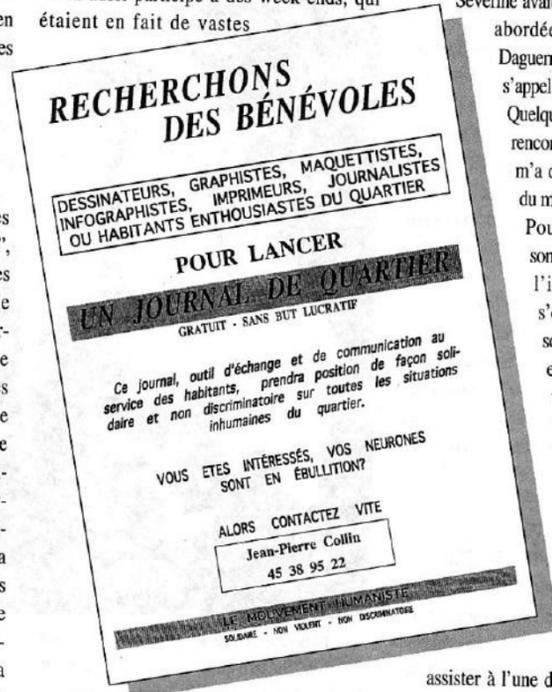
«Deux types de réunions existaient. Les réunions de «structure», ou d'«information», auxquelles toutes les personnes contactées pouvaient assister... En tant que militant, je devais recruter un certain nombre de personnes, une dizaine, constituer ainsi une équipe et devenir délégué d'équipe. Toutes les personnes que je contactais dans la rue assistaient à ces réunions. Dans le même temps, et dans le but de me transformer moi-même, de faire disparaître les blocages psychologiques que la pression du monde extérieur n'avait pas manqué de créer dans ma personnalité, j'ai assisté à des réunions d'«appui». Il existait trois «niveaux» de réunions d'appui... je n'ai jamais pu participer à une réunion de niveau 2 car, d'après la personne qui me suivait, subsistaient chez moi des blocages dont seules plusieurs rencontres de niveau 1 devraient venir à bout.

«La réunion numéro 1 avait lieu au local, par groupes de six personnes environ, en présence d'un «délégué d'appui» particulièrement responsable de son organisation.

DES QUESTIONS TRES PERSONNELLES

«Dans le recueillement un texte de Silo était lu très lentement. Puis le délégué nous adressait une série de questions: «A quel moment de votre vie avez-vous senti pour la première fois que la société exerçait, sur vous-même, une violence morale?» La même question portait ensuite sur la violence physique. Les questions de plus en plus précises, de plus en plus personnelles, les réponses que nous formulions... tout cela finissait par créer un malaise. Régulièrement, un petit jeu nous était proposé. Notre attention se relâchait alors quelques instants.

J'ai aussi participé à des week-ends, qui étaient en fait de vastes



Depuis l'an dernier, les «humanistes» sont repartis à la conquête du 14e, notamment à Plaisance. Sous prétexte de «lancer un journal de quartier», ils cherchent à recruter des jeunes pour célébrer les «valeurs» du siloïsme (lire La Page n°18).

réunions d'appui. A cette occasion par exemple, dans un champ, il nous a été demandé de parcourir une cinquantaine de mètres et d'adopter une démarche totalement différente de celle que nous avions habituellement: nous devons changer notre comportement, nous améliorer, pour pouvoir, après nous être regroupés, changer le monde.

«Cela dit, l'ambiance générale était extrêmement sympathique. De nouveaux amis, des propositions de petits boulots... Le Parti humaniste pouvait vraiment devenir une nouvelle famille.»

Séverine avait 19 ans en 1990. Elle a été abordée une première fois rue Daguerre par une militante de ce qui s'appelait alors «Le Mouvement». Quelques jours plus tard, nouvelle rencontre à Montparnasse: «Elle m'a demandé si j'étais satisfaite du monde dans lequel je vivais...

Pour mieux discuter, nous sommes allées dans un café. A l'intérieur, les militants s'entretenaient avec les personnes contactées. On nous a expliqué qu'il fallait nous unir si nous voulions que le monde change, que l'on ne pouvait pas changer le monde en restant seul. Je n'étais pas tout à fait d'accord mais, par curiosité, je leur ai laissé mon numéro de téléphone afin de

assister à l'une de leurs réunions. J'ai été recontactée ainsi plusieurs fois par téléphone... J'ai finalement accepté un rendez-vous.

L'ÉPANOUISSEMENT PASSE PAR LE GROUPE

«La réunion se déroulait un samedi de 14 à 20 heures dans l'appartement de l'une des «coordinatrices». Nous étions une dizaine assis autour d'une table, ainsi qu'une personne du Mouvement et quelques membres récents. La conversation devait porter exclusivement sur le Mouvement, il était impossible d'aborder un autre sujet. J'expliquais que selon moi, pour se sentir bien avec les autres, il fallait avant tout se sentir bien avec soi-même... leur réponse était que cela revenait à effectuer un travail individuel alors que, bien au contraire, pour eux, l'épanouissement devait passer par le groupe, le Mouvement.

«Ils nous ont proposé des jeux: tous debout nous devons marcher en rond et regarder nos pieds, c'était là le monde dans lequel nous vivions... Puis nous devons relever la tête,

Centre culturel

LA NOUVELLE ACROPOLE CHERCHE L'ACCROCHAGE

Dimanche 12 décembre, la Nouvelle Acropole avait décidé d'occuper la rue Daguerre, avec des méthodes plus que douteuses. A deux reprises, militants antisectes et vendeurs de La Page ont été la cible d'une provocation. Récit.

QUI A frappé le premier? Et puis était-ce bien un coup? Une simple bousculade? Allez savoir... La confusion n'en est pourtant qu'à son début. Toujours est-il que le «nouvel acropolitain» est satisfait. Provocation? Comment expliquer autrement l'apparition soudaine d'autant de ses amis, et que dire du déclenchement «providentiel» d'un appareil photo?

Depuis plus d'une demi-heure, l'habitué du «68» essayait de faire réagir les militants de Daguerrosectes, présents ce dimanche matin sur le marché Daguerre (au coin de la rue de

Grancey, face au Nicolas) pour diffuser leur brochure dénonçant la Nouvelle Acropole comme une «secte fasciste» (1). L'échange était vif, certes, mais rien de très photogénique à se mettre sous la dent... Comme, en plus, les passants avaient une fâcheuse tendance à prendre parti contre ladite secte et que les brochures se vendaient comme des petits pains, il fallait que nos passionnés d'ésotérisme donnent un peu de leur personne.

Passage à l'acte, donc. Alors qu'un «inconnu» bousculait le présentoir de Daguerrosectes et s'emparait des libelles infamants, nos compères obtinrent ce qu'ils cherchaient: une échauffourée qui leur permettra peut-être de se poser en victimes. Un comble! Les fabricants de «surhommes», adorateurs de divinités païennes, qui aiment à se saluer «à la romaine» et n'hésitent à détruire les écrits qui les gênent, se font apôtres de la tolérance, agneaux bêtants défenseurs du droit des minorités...

La foule attirée par l'agitation ne s'y trompe cependant pas. On apostrophe les sectataires, on crie beaucoup de part et d'autre... jusqu'à l'arrivée de la police, alertée par un commerçant. La

tension redescend; un membre de Daguerrosectes et un «acropolitain» partent faire leur déposition; plusieurs habitués de la rue Daguerre proposent spontanément leur témoignage... L'incident semble clos. Ne reste plus semble-t-il que les vendeurs de La Page pour tenter d'expliquer l'«événement» aux badauds.

LE CHOC DES PHOTOS

Deuxième manche: une demi-heure plus tard, alors qu'on a fini de «conjecturer» sur les intentions des uns et des autres et que le marché a retrouvé une animation bon enfant, les diffuseurs de La Page se trouvent tout à coup quasiment «encerclés» par une bonne dizaine de membres de la NA qui font mine de vendre leur revue, tandis que l'un d'eux nous prend systématiquement en photo. Nous protestons, invoquant notre droit à l'image, sans effet.

Au contraire, les sectataires haussent le ton, commencent à lancer les accusations les plus invraisemblables à l'encontre de La Page, sous forme de «questions»: «qui finance?»; «où va l'argent?»; «qui est derrière La Page? Le Parti communiste, la Mairie?»; «qui êtes-vous?»;

«votre association est illégale, vous n'avez pas d'adresse», etc. Un moment paralysés par tant de mauvaise foi, nous essayons de répondre... mais nos provocateurs ne cherchent pas à argumenter, seulement à occuper le terrain, sans doute aussi à créer un incident.

Cette fois non plus, les passants ne s'en laissent pas compter; ils prennent la défense de leur journal de quartier et polémiquent avec les apprentis surhommes. En ce qui nous concerne, bien que tout ce vacarme se révèle plutôt bon pour la vente de La Page (150 exemplaires, ça n'est pas mal du tout...), nous préférons nous en aller et en finir avec cet échange somme toute assez pénible.

Histoire de marquer le coup, nous faisons un détour rue Rémy-Dumoncel pour signaler ce nouvel incident au commissariat. En espérant que là-bas aussi on ouvre les yeux sur le «centre culturel» du 68 rue Daguerre et sur les procédés mafieux de ses adeptes.

Omar Siffi

(1) «La Nouvelle Acropole, apparence et réalité d'une secte doublement dangereuse», 12 F. Association Daguerrosectes, tél: 45 45 54 03.

d'ex

nous embrasser ou nous serrer la main... C'était alors la société vers laquelle il fallait aller...

«La coordinatrice nous a ensuite lu un texte de Silo; nous nous tenions assis en tailleur, les yeux fermés. Le texte était très long; je n'en ai rien retenu si ce n'est qu'il était très poétique... A la fin de la réunion une cotisation de 200F nous a été demandée, l'argent collecté devait servir à payer la location d'une salle afin de pouvoir accueillir la réunion internationale de fin d'année. J'ai refusé de verser cette somme.

«J'ai été recontactée très souvent par la suite. Au moins une fois par semaine pendant plusieurs mois. Je ne voulais pas participer à d'autres réunions. J'en ai gardé le souvenir de personnes bornées, n'écoulant pas ce que je leur disais, me coupant sans arrêt la parole.»

Propos recueillis par Marine Toussaint

LA PAROLE A LA DEFENSE

Le Mouvement humaniste conteste l'étiquette peu valorisante de secte qui lui est souvent apposée... Ses représentants dans le 14^e arrondissement ont exprimé la volonté de rencontrer La Page. Nous étions tout ouïe.

L'opinion selon laquelle, sous des allures d'associations culturelle ou politique, le MH cachait une secte semble profondément blesser nos interlocuteurs. Cette accusation ne se fonderait selon eux que sur la constatation de l'important investissement personnel de chacun des membres du Mouvement... presque comme à La Page en quelque sorte. Quant à la place dévolue dans la hiérarchie de l'organisation à monsieur Silo, dont l'œuvre écrite constitue le fondement doctrinal du MH, le responsable des humanistes parisiens parle de «simple coordinateur», et sa collègue de «philosophe engagé».

En ce qui concerne l'argent, aucune obligation précise ne pesant sur les membres du MH, chacun semble coopérer selon ses moyens. Pour ce qui est des ramifications du MH dans un si grand nombre de structures aux noms plus ou moins évocateurs (1), elles correspondraient à une répartition naturelle des tâches, chaque structure occupant un créneau particulier: politique, culturel, social.

Côté idées, accrochez-vous, ça décoiffe! «La politique est jeune, elle a moins de 200 ans»; «Nous souhaitons une véritable représentation du citoyen», et «une vraie politique... Comment ne pas adhérer?»

(1) Pour information, les électeurs qui ont choisi un bulletin «Parti vert» aux élections législatives de juin 1988 ont voté non pas écologiste (comme ils le croyaient sans doute) mais «humaniste»...

**DIMANCHE 8 MAI
RUE DAGUERRE**

*c'est la fête
à La Page!*

Handicapés

VISITE AU FOYER DE VIE DE LA RUE LEBOUIS

LA RUE Lebois relie la rue Raymond-Losserand à celle de l'Ouest, à deux pas de l'avenue du Maine. Courte, elle est aussi peu fréquentée par les voitures que par les piétons. Incluse dans la Z.A.C., elle a perdu la majorité de ses immeubles anciens. Parmi les bâtiments modernes, un seul, aux n°9-11, attire l'attention par l'originalité de sa façade: vitres opaques, crépis gris-marron agrémenté de carreaux de faïence blancs et bleus comme les huisseries et les balcons. Cet immeuble abrite depuis le 1^{er} mars 1988 un foyer de vie pour handicapés, le seul que l'Association des paralysés de France (APF) gère dans Paris intra-muros. J'ai rencontré trois de ses résidents, André, Marcellin et Daniel.

Trente-quatre personnes vivent dans ce foyer: hommes et femmes, âgés de 22 à 70ans, originaires pour la plupart de l'Ile-de-France. Infirmes moteurs cérébraux, victimes de sclérose en plaques, de traumatismes crâniens ou de maladies neuro-musculaires comme la myopathie, ils sont tous inaptes au travail, et se déplacent en chaise roulante. Célibataires, ils vivaient auparavant chez eux, ou à l'hôpital (en centre de rééducation). Ils sont venus ici après une demande faite par l'assistante sociale auprès de la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep), instance administrative qui statue sur le placement en foyer de vie, en maison d'accueil spécialisée, de même que sur leur allocation d'adulte handicapé. Le directeur les a choisis en fonction du degré de leur handicap qui nécessite une intervention plus ou moins fréquente du personnel: ainsi pour les repas, la moitié des résidents ne peuvent manger seuls.

DES STUDIOS DE 30 M2

Le bâtiment est aménagé de façon très fonctionnelle. Au rez-de-chaussée, le large couloir central dessert les bureaux de la direction, les services médicaux, les salles de réunion et d'ateliers. Les étages supérieurs sont surtout occupés par les studios d'une trentaine de mètres carrés, meublés par chacun selon son goût. Les teintes claires dominent dans la décoration des appartements, salles et couloirs; elles sont carrément vives dans la salle de restaurant qui m'évoque irrésistiblement une école maternelle.

Le vrai problème est le manque de place qui restreint le nombre de salles communes. Aussi l'APF projette-t-elle d'agrandir le foyer du côté de la rue Raymond Losserand en construisant des locaux collectifs et vingt-

deux studios supplémentaires; pour le moment, le projet dort dans les cartons car il manque treize millions de francs.

«Le foyer de vie est, par définition, une structure démedicalisée», me rappelle André. Les services médicaux sont donc réduits au minimum: trois infirmières en permanence, un médecin rééducateur à quart temps, deux généralistes du quartier salariés deux heures par semaine, un «kiné» et un ergothérapeute. En tout, le personnel employé compte une quarantaine de personnes occupées d'une part à la cuisine, au blanchissage, et au ménage, et d'autre part à l'animation.

Le foyer offre en effet aux résidents plusieurs activités. Entre ses murs, et régulièrement: des ateliers de chanson, de peinture, de français... Certains se mobilisent pour publier, mais très irrégulièrement, un petit journal, «Résidence du Maine». Celui-ci s'adresse bien sûr aux résidents eux-mêmes, à leurs familles, au personnel, mais il a aussi pour but de faire connaître la résidence dans le quartier: c'est pourquoi il est en vente (quand il paraît) dans la rue de l'Ouest toute proche, chez Poilâne et au bar des Nouveaux Mondes.

Six «activistes» forment un comité qui représente les résidents auprès de la directrice: ils se réunissent une fois par mois. Des sorties à l'extérieur du foyer, au théâtre ou au

QUI PAIE QUOI

1977-1988. Onze années de fractations ont eu raison de l'opposition des riverains à la destruction de l'immeuble ancien qui était à la place du foyer (juste cause pourtant), et peut-être de craintes moins avouées... tout autant que des réticences de la mairie.

Celle-ci a finalement acheté le terrain. Les HLM ont fait construire l'immeuble qu'elles louent aujourd'hui à l'APF; les frais de l'association (loyer et personnel) sont financés par la Ddass et la Sécurité sociale (12 millions de francs par an).

Chaque résident coûte 1000F par jour, mais il participe à ce financement puisqu'il rétrocède 80 à 90% de ses revenus (pensions, placements...); avec le reste, il s'habilille, paie ses sorties, son téléphone, son coiffeur, etc.

concert, voire des voyages à l'étranger, sont également organisés: le transport se fait par minibus, le seul critère reste l'accessibilité des lieux aux fauteuils roulants.

Tout se complique dès qu'ils veulent sortir seuls, et donc dans le quartier. Quelques exemples permettent de comprendre les difficultés qu'ils rencontrent. Sortir de la rue Lebois est déjà une opération délicate. Le trottoir principal est très haut et n'a pas de «bateau», sans doute pour empêcher les voitures d'y stationner (ce qu'elles font quand même). Ils sont donc obligés de circuler directement sur la voie, dans les deux sens, alors que la rue est en sens unique; aucun accident n'est à déplorer à ce jour.

LE PARCOURS DU COMBATTANT

Aller chercher de l'argent à la banque demande une certaine patience: les distributeurs automatiques étant hors d'atteinte (trop hauts), et les agences inaccessibles à cause des sas, ils frappent à une vitre pour être vus ou entendus par un agent qui apportera le formulaire à compléter puis l'argent demandé, le tout dans la rue; l'opération totale nécessitant environ un quart d'heure, il est préférable de prévoir petite laine et parapluie si le temps est mauvais.

L'accès à de nombreux magasins leur est, bien sûr, impossible. Heureusement pour les fumeurs impénitents, la civette de la place de Catalogne est accessible. Et le bar des Nouveaux Mondes, qui est fréquenté régulièrement par Daniel, a même accueilli une exposition de Jacqueline, qui peint avec sa bouche.

Philosophes, ils précisent que la situation n'est ni pire ni meilleure qu'ailleurs, mais ils souhaiteraient un accès plus aisé à la Poste et davantage de bateaux. Pour le moment, la seule amélioration prévue par la mairie est l'installation d'un accès direct du foyer à l'avenue du Maine: progrès important puisqu'il éviterait le passage actuellement obligé par la rue Lebois.

«On n'entre pas dans un foyer comme dans un couvent, c'est une nécessité, pas une vocation», conclut Marcellin. Chacun s'adapte donc de son mieux aux contraintes de la vie en commun. Selon les tempéraments, les uns se fondent dans le foyer, les autres veillent à ne pas être infantilisés, à préserver une certaine vie privée, leur intimité, leur personnalité. Mais dans l'ensemble, chacun préfère vivre ici chez lui.

Laurence Croq

LA MAIN A LA PAGE

Il y en a qui signent des articles, il y en a d'autres dont les noms n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, font des photos, recherchent des publicités, diffusent le journal, le vendent sur les marchés du quartier, etc.

La Page n°20, c'est: Anne Ballet, Jacques

Blot, Juliette Bucquet, Pierre Bourdige, Monique Bruhat, Bruno Camajhi, Laurent Contamin, Laurence Croq, Agnès Deboulet, Meggan Dissly, Jean-Christophe Ditroy, Marnix Drossen, Jeanne Durocher, Amélie Dutrey, René Dutrey, Guy Fargette, Christophe Gin, Béatrice Hammer, Imaçem et Adela, John Kirby Abraham, Margot Laurenceau, Véronique Lepage, Jean Lévy, Balthazar Lière, Patrice Maire, Jean-Luc Metzger, Bruno Négroni, Omar Slifi, Justine Sohler, Marine Toussaint...

Depuis 1931

CHOCOLATS BELGES

Daskalidès

Le n°1 en Belgique

21, rue Daguerre - 75014 Paris

Tél.: 43.22.23.60.

GYM'DOUCÉ

L'esprit du corps

VOUS êtes en mauvaise posture. Vous en avez plein le dos. Ça vous tord et ça vous crampouille: vous êtes bonne (ou bon) pour la gym douce. La seule où on souffre moins qu'on ne souffrait avant. Des mouvements simples, un cadre douillet, un travail sur le souffle. Entre le fanatisme furieux du body-building et l'assomante méditation du petit yogi, une troisième voie: l'harmonie.

Paule Lascoumes et Anne-Marie Henry, Atelier de Gym'douce, 20 rue Brézin, 75014 Paris. Tél: 45.42.55.67 et 43.21.42.19.

LE RIDICULE NE TUE PAS

Avez-vous remarqué, en décembre dernier, quatre petits sapins de Noël déplumés posés aux coins de la place Hélène-et-Victor-Basch, sans doute là pour nous signifier que nous rentrons en périodes de fêtes? J'ai attendu en vain qu'on y accroche quelques guirlandes. Eh bien non, même pas! Je sais que nous traversons des temps de crise, mais ça non! Un peu de respect pour les citoyens-consommateurs que nous sommes. Si les budgets «déco» viennent à manquer, je vous en supplie, ne faites rien plutôt que cette aumône de quelques aiguilles à vous mettre le blues jusqu'au prochain Noël.

Juste une idée pour décembre 94: n'investissez plus dans de l'éphémère. Pas la peine de trop en faire, une guirlande d'ampoules blanches posées dans un arbre, c'est souvent très beau et ça continue à me faire rêver.

ATELIER D'ÉCRITURE PARENTHÈSE

«Parenthèse» est un projet d'association qui groupera des activités en relation avec l'écriture.

1. Tout d'abord un atelier d'écriture pour adultes. Sans ambition littéraire, il sera ouvert à tous ceux ayant un désir d'écoute et de liberté et qui voudront retrouver le plaisir d'écrire. Les sujets seront choisis en commun. Il s'agira, suivant l'humeur, d'une poétique ou d'un jeu de mots, une histoire vécue ou tout autre chose mais un temps sera toujours donné à l'élaboration commune du sujet d'écriture, le refus ou l'abstention étant bien sûr respectés. - L'atelier sera ouvert courant mars: le lundi de 19h à 22h (et de 14h à 16h s'il y a demande), au 170 rue du Château.

2. Dès maintenant, une présence «aide aux devoirs» est ouverte. Elle s'adresse, pour l'instant, à quelques enfants du primaire. Ils y trouvent un lieu tranquille et une présence attentive s'efforçant de répondre à leurs questions et leurs demandes. Le mardi de 16h30 à 18h30.

3. Il pourrait être envisagé d'ouvrir «Parenthèse» aux personnes qui, après apprentissage, maîtrisent encore insuffisamment la langue française. Nous leur proposerons de manipuler les mots, les apprivoiser afin d'avoir le désir de les utiliser dans le quotidien.

Quelle que soit l'activité concernée, il nous semble évident qu'une dimension ludique est primordiale. L'association se verra une maison de quartier, lieu d'échanges et de découvertes autour de l'écrit. Un minimum de règles s'accompagnera d'un respect mutuel.

Elle est ouverte à vos suggestions et à toute personne intéressée par nos projets. Contacter Monique au 42.79.00.31 (participation: 100F par semaine, et tarif personnalisé).

LA TOUR MONTPARNASSE

Les Parisiens aiment chacun leur quartier mais le 14^e a ceci de particulier: il est doté d'un lieu mythique: le départ et l'arrivée de l'autoroute du soleil. Elle est notre échappée vers d'autres cieux proches ou lointains menant vers le sud, les pays ensoleillés. Mais que nous allions à Fontainebleau ou Marrakech, il y a toujours un retour par ce long ruban monotone qui nous porte vers Paris.

Et voilà qu'à quatre kilomètres environ de la capitale, l'autoroute se divise et vous prenez la direction porte d'Orléans; un renflement, un long tournant, elle apparaît soudain bien plantée sur l'échiquier du grand Paris. De la retrouver à chaque fois, clin d'œil, repère marquant votre lieu de vie, vous réjouit d'une manière inattendue, inexplicable, et la tour Montparnasse devient belle.

Monique Bruhat

PARIS EST SI PETIT...

Le 12 février, les comités de rédaction de huit journaux de quartier parisiens se rencontraient pour se découvrir, échanger leurs expériences et... se sentir moins seuls.

L'ambiance était sympathique: chacun était visiblement content de se rendre compte que son rêve local était partagé par d'autres. La réalisation technique du journal, le choix des articles, la place des journaux dans la vie locale, les liens avec les associations, les projets d'animation: autant de thèmes qui ont permis à chacun d'apprendre ou de réfléchir à sa manière de faire.

Alors, si vous allez à «l'étranger» et voulez connaître les mœurs des autochtones, vous pouvez demander «Quartiers libres» dans le 19e et à Belleville, «Le Péquin de Paris» dans les zones à forte concentration asiatique, «La Gazette du Canal» dans le 10e, «la Caille déchaînée» autour de la butte du même nom, «L'Ami du 20e» et «La Gazette du 13e».

MOMIE BLUES

A la suite de l'article sur Lénine paru dans La Page n°18, l'association Avril 17 nous a envoyé le communiqué suivant: «Le prolétariat mondial s'apprête à célébrer le 77e anniversaire des géniales Thèses d'avril, alors même que les contre-révolutionnaires russes se débarrassent honteusement du corps momifié de Vladimir Ilitch Oulianov.

»L'avant-garde révolutionnaire du 14e arrondissement de Paris, fidèle à ses ancêtres communistes, doit mener ses responsabilités. C'est pourquoi l'association Avril 17 s'engage à tout faire pour assurer le retour de Lénine dans le quartier qui lui donna asile entre 1909 et 1912.

»Elle appelle à un rassemblement de masse devant le 4 rue Marie-Rose, le premier vendredi d'avril à 19h17. Soyons nombreux et déterminés.»

LES VŒUX D'NOT'MAIRE

Le 12 janvier, la salle des fêtes de la mairie était pleine à craquer. Impressionnant de voir ce millier de personnes (chiffre de La Page non confirmé par la préfecture de police) venu écouter les vœux de monsieur Assouad. Le discours était beau: l'Europe, la vie, la mort... Pas de résumé ici, vous n'aviez qu'à y aller puisque vous y étiez invités par le journal de la mairie. Après le discours, le buffet: nous n'avons pas été assez rapides et ne pourrions donc pas vous dire si les petits fours étaient bons. Aux dires de nos voisins, le champagne était parfait...

Soirée étonnante, avec tout le gratin du 14e: les élus bien sûr, mais aussi des directeurs de crèches, d'écoles, de nombreux chefs d'entreprises et commerçants, un membre de la Cour des comptes, (pour ceux que j'ai reconnus), etc. Des gens du quartier aussi, endimanchés pour l'occasion: une dame, après avoir parlé quelques secondes avec monsieur Toubon: «Tu vois bien, je t'avais dit qu'il était simple»... Ethnologues, anthropologues et sociologues du 14e, pensez l'année prochaine à ne pas manquer cette soirée exotique.

LA PAGE est éditée par l'association L'Equip'Page BP 53, Paris Cedex 14. Directeur de publication: Bruno Négroni. Tél (répondeur): 45.41.75.80. Commission paritaire n°71 081. ISSN n°0998 2728. Impression: Rotographie, Montreuil.

Le n°21 de La Page paraîtra le 2 juin
Envoyer vos articles et à bientôt.

Business

PIZZA QUI ROULE POUR CLIENTELE HORS-CRISE

A l'angle des rues Sarette et Marie-Rose, la boutique du boucher s'est, depuis juillet dernier, muée en officine pour pizzas mobiles. Un peu réticents envers cette mode importée des Etats-Unis, curieux de connaître l'envers du décor, nous avons décroché un interview rapide avec le manager, et c'est le superviseur qui nous a répondu. Anticipant sur nos questions, jamais pris au dépourvu, il a dressé de son entreprise un portrait des plus idylliques que nous vous présentons «brut de fonderie».



Pas question de brûler un feu rouge, de prendre une rue en sens interdit ou de gagner quelques précieuses minutes en roulant sur les trottoirs. (Photo Juliette Bucquet).

RÉÇUS dans la boutique fraîchement carrelée, tandis que s'affairent les employés, la conversation roule sur le thème des livreurs. Comme s'il avait lu dans nos pensées, le superviseur nous assure que tout est entrepris pour veiller à la sécurité des jeunes livreurs, qu'il s'agisse des risques d'accident ou d'agression. Pour décourager toute tentative de vol, les livreurs ne portent que la recette d'une tournée, soit au maximum 200F. Quant à la tenue de route, pas question pour nos modernes messagers de brûler un feu rouge, de prendre une rue en sens interdit ou de gagner quelques précieuses minutes en roulant sur les trottoirs. «Plutôt perdre 10F (1) que risquer l'accident», renchérit le superviseur, devant son équipe muette. «Vous comprenez: il en va de notre image de marque, les livreurs sont nos ambassadeurs. Pourquoi les faire travailler au rendement s'ils doivent enfreindre les règles de sécurité?». D'après notre infor-

mateur, certains de ses concurrents n'auraient pas eu ce même souci de la sécurité, contribuant à ternir l'image du métier.

UN BEAU MÉTIER

Le superviseur nous a vanté les vertus de ce métier qu'il aime tant, qu'il est prêt à défendre avec l'aplomb de ses certitudes. On entre nécessairement par la base: livreur ou standardiste, embauché à mi-temps «pour créer des emplois», le nouveau recruté est généralement sans qualification ou habite le quartier. S'il se montre «motivé», on lui apprendra à faire une garniture, puis un fond de pizza. La formation, «ça coûte cher», alors, elle se fait sur le tas, entre deux commandes.

Et si le nouveau sélectionné se montre doué, s'il est clair qu'il «vit la société de l'intérieur», on saura lui donner sa chance: il gravira les

cinq échelons de la hiérarchie des managers; quelques uns atteindront le niveau de superviseur. Le principe étant qu'au fur et à mesure de la promotion, l'employé sache tout faire... y compris «faire de son entreprise sa maîtresse».

Bien entendu, le superviseur a une réplique à sa disposition quand nous lui demandons s'il n'entre pas en concurrence avec les pizzerias du coin. Que néni. «Nous, nous livrons des pizzas. Notre seule concurrence, c'est la mauvaise image de marque que nous ont léguée nos prédécesseurs. Les gens nous assimilent à la solitude, les «heures sup» au boulot et le mauvais temps. Mais nous travaillons à changer cette vision, car notre pizza est avant tout une bonne pizza. Elle doit être assimilée à un moment de fête à la maison. Vous voyez la différence?»

UNE BOUTIQUE DE QUARTIER ?

Interrogé à plusieurs reprises pour nous conter quelques anecdotes propres à la vie de quartier, le superviseur, après bien des difficultés, finit par trouver quelques informations ayant trait à la vie locale. Tout d'abord, trois pizzas ont été baptisées d'après des noms de rues du quatorzième; et d'une! D'autre part, 60% des clients

PIZZA RAPIDE, PIZZA STANDARD

Entre le moment où le client téléphone et l'instant où le livreur sonne chez lui, il ne doit pas s'écouler plus de trente minutes. Comment y parvenir? Ne consacrer que quarante-cinq secondes à la commande téléphonique, une minute trente pour étaler la pâte et poser la garniture, cinq à six minutes de cuisson et le reste en mobylette ou à pied.

La pâte est livrée fraîche chaque jour, en

boules précalibrées qu'il suffit d'étendre d'un geste professionnel, sur une tôle au diamètre adéquat. Les éléments de la garniture sont prédécoupés et les quantités à déposer sont indiquées sur les murs, à la verticale des photos des pizzas-types à réaliser. Les fours sont à avance automatique (comme des tapis roulants).

Ainsi tout est fait pour que chaque produit soit fabriqué le plus rapidement, et le

plus proche possible du standard. Mais grâce à la «science», il est possible de faire encore mieux. Un laboratoire aux Etats-Unis travaille en effet dans ce sens, cherchant sans arrêt à améliorer les techniques de fabrication, à maîtriser tous les éléments de la chaîne, depuis le blé jusqu'au temps de cuisson, en passant par l'origine des ingrédients: une manière sans doute d'atteindre à l'universalité.

COOPÉRATIVE BIOLOGIQUE

Une épicerie pas comme les autres

La coop bio de la rue Thibaud a ouvert ses portes en décembre dernier. Shopping.

CORNELIA Kretschmer, bénévole de permanence le jour de ma visite, me fait parcourir les rayons de ce «magasin à taille humaine»: quelques vins, un grand choix de plantes médicinales cultivées en Dordogne, en vrac des farines de toutes qualités, du riz, du boulgour, du quinoa, du blé... et même un mélange cinq céréales «petit déjeuner» à 18F90 le kilo.

La coopérative biologique du 4 bis, rue Thibaud propose aussi une trentaine de variétés de fruits et légumes, tous de bonne allure et tou-

jours à prix très séduisants! Au réfrigérateur: le lait cru, les fromages, les galettes de soja et même des escalopes «spéciales végétariens». Un petit rayon de produits de beauté voisine avec plusieurs étagères qui nous proposent un grand choix de pains livrés les mardi et vendredi (22F le pain complet de 600 g!)

Vous ne trouverez pas dans cette petite épicerie de «produits minceur» à l'efficacité toute discutable, ni de «reconstituants» et autres mélanges non identifiés, mais des articles sur lesquels figure le nom de l'un des quatre organismes qui assurent en France, par des visites régulières chez l'artisan, le contrôle du respect des récentes normes européennes concernant les produits issus de l'agriculture biologique. C'est donc une garantie de qualité qui nous est proposée.

Mais ici qualité ne rime pas avec cherté. La coopérative de la rue Thibaud a été créée grâce à l'aide financière d'une trentaine de personnes et à un prêt qui ont permis la constitution du capital de départ.

STRUCTURE ASSOCIATIVE, SANS BUT LUCRATIF

Cette coop fait partie, comme trois autres, de la Fédération nationale des coopératives biologiques. La vente y est assurée sur place par des bénévoles, et les produits, fournis par la centrale de Rennes, sont revendus avec une marge bénéficiaire calculée au plus juste.

La coopérative est une structure associative sans but lucratif. Dix produits de base sont même proposés à des prix particulièrement raisonnables afin de permettre à tout un cha-

LE RÊVE AMÉRICAIN

La boutique de la rue Sarette est une entreprise française franchisée qui exploite une marque américaine. En même temps que le produit, les Américains ont exporté une partie de leur rêve, celui qui gravite autour de la réussite du fils d'émigrant irlandais. Le premier vendeur de pizzas mobiles est parti de rien; c'est pourquoi l'on entre encore par la petite porte, avec l'espoir qu'un jour...

Pour le moment, les vingt salariés fabriquent, livrent et vendent en moyenne cent pizzas par jour, uniquement dans le quatorzième. Certes, ils sont encore loin de réaliser les scores de la boutique du seizième; il faut dire que la clientèle est surtout celle que la crise n'a pas touchée; et peut-être même celle à qui elle a profité.

La firme entend s'étendre en France pour atteindre le chiffre de deux cents points de vente, contre seize actuellement. A en croire le superviseur, l'idéal serait peut-être de faire qu'un jour en France, comme aux Etats-Unis, les automobilistes pris dans les embouteillages préfèrent s'écarter pour laisser passer un livreur de pizzas plutôt qu'une ambulance...

habitent dans le triangle Alésia, Général-Leclerc, Tombe-Issoire; et de deux! Enfin, «at last but not least», il arrive que des gens visiblement victimes de leur solitude appellent; alors, les standardistes ont le droit de rester deux trois minutes au téléphone. Eh oui, livrer des pizzas, c'est aussi affronter les réalités humaines.

Tandis qu'un des employés passe le balai, gage de propreté, le superviseur se souvient que le quartier, encore habité par une population plutôt âgée, est appelé à rajeunir, ce qui lui ouvre des perspectives réjouissantes. Quant à la légère hostilité que les gens de l'immeuble lui ont manifestée au début, craignant d'être importunés par les odeurs montant des fours, ou par le bruit des mobylettes, elle semble s'être estompée. Non que lesdits engins se soient tus, mais le superviseur se sent aujourd'hui accepté, ne serait-ce que par la vie nocturne qu'il contribue à éclairer, de cette lumière fluo qui de New-York à Tokyo, délimite le cadre d'une existence s'uniformisant, tant par le mode de consommation que par l'idéal professionnel.

Juliette Bucquet et Jean-Luc Metzger

(1) L'entreprise s'engage à livrer les pizzas en moins de trente minutes. Si par quelquel'extraordinaire, ce délai était dépassé, elle s'engage à rembourser dix francs sur le montant de la commande.

cun de découvrir le vrai goût du pain, et de profiter des bienfaits, de l'huile d'olive, du lait de soja...

De plus, dès le mois de mars, la coopérative de la rue Thibaud organisera des réunions d'information autour d'un invité: artisan, agriculteur... (se renseigner sur place quant aux dates et sujets proposés ou téléphoner au 45.43.08.00). Dans la perspective des réunions des prochains mois, la coopérative recherche pour les enfants des chaises, tables, livres et jeux.

Amélie Dutrey

Coop-Bio, 4 bis rue Thibaud, du mardi au vendredi de 11h à 14h et de 16h à 19h, le samedi de 11h à 17h, nocturne le jeudi jusqu'à 20h30.